



Dialoguesclimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

6 DÉCEMBRE ET 7 DÉCEMBRE 2023 • NUMÉRO 4 • COP28

## AVANCEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL EN TRANSITION JUSTE

L'un des nombreux sujets abordés lors de cette COP concerne le programme de travail en transition juste, une initiative lancée lors de la COP27. L'objectif de la transition juste est de protéger la main-d'œuvre impactée par la transition vers une économie verte. Ce programme doit s'aligner sur des principes tels que le dialogue social, la protection sociale, le droit du travail et le travail décent. Cependant, les avancées concernant la proposition de texte du programme de travail en transition juste sont malheureusement limitées après cette première semaine.

En effet, la première semaine de la COP28 est consacrée à l'élaboration du texte à transmettre aux ministres. Celle-ci aurait dû permettre de présenter une ébauche du texte du programme mais les désaccords survenus au cours de cette semaine ont rendu la proposition de texte très complexe, et aucun consensus n'a émergé de ces négociations. En d'autres termes, il semble que les négociateurs présentent un texte quasiment vide aux responsables politiques. Ainsi, la création du programme de travail en transition juste pourrait se révéler ardue.

Les divergences sont nombreuses, il a été observé que les discussions sur le programme ont principalement porté sur les droits humains ce qui a pu placer au second rang les droits des travailleur-euse-s. Il est essentiel de mettre cela en perspective, car pour des pays dépourvus de syndicats et avec peu de droits du travail, la défense des droits des travailleur-euse-s peut être faite au travers du prisme des droits humains. Bien que le programme de travail en transition juste ait suscité un vif intérêt au sein de la majorité des pays

du G77, ceux-ci estiment toujours que le texte actuel ne reflète pas leurs points de vue. On note également que la possibilité de faire des propositions écrites dans sa propre langue est devenue une question de plus en plus préoccupante à la COP. En effet, négocier dans sa langue maternelle permet de prendre en compte toutes les subtilités linguistiques et les perspectives culturelles, facilitant ainsi une meilleure expression des points de vue.



Mobilisation de la société civile canadienne lors d'un événement au pavillon du CRIN pour envoyer un message fort sur les dangers des fausses solutions des technologies de capture et de stockage du carbone. Crédits: @lev\_jf



### TWEET MARQUANTS

- [tweet de @Patrick Bonin](#): L'année 2023 sera « la + chaude » de l'histoire. 2023 a maintenant 6 mois et 2 saisons records. Novembre 2023 = 1,75 °C + chaud que la moy. d'un mois de novembre (1850-1900). 90% du CO2 provient des énergies fossiles = temps de s'en libérer #COP28
- [tweet d'@Anne-Céline Guyon](#): L'Emissions «Cap» a du succès à la #COP28! On aime bien la porter quand on croise la PM de l'Alberta ou encore dans les évs officiels de la délégation canadienne.

### LIENS UTILES

- [L'Alberta remporte le Fossil du Jour](#)
- [Notes de recherche du PIRESS sur deux enjeux à surveiller durant cette COP](#)
- [Rapport du service européen Copernicus sur l'année 2023](#)



Dialogueclimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION SUR LA COP28

## BILAN MONDIAL: PAS DE "PHASE DOWN" MAIS PEUT-ON ESPÉRER UN "PHASE OUT"?

Après sa publication le 5 décembre, le dernier texte proposé pour le Bilan mondial (GST), soit le texte provisoire du GST, a été transmis à la CMA pour un examen approfondi. Cette dernière supervise la mise en œuvre de l'Accord de Paris. La publication a entraîné beaucoup de critiques et d'inquiétudes sur la longue liste d'options alternatives, donc d'échappatoires, qui pourraient entraver la réalisation des objectifs fixés.

La sortie des énergies fossiles tant attendue est mentionnée sous trois options. Une option ambitieuse avec un "phase out" soit une sortie complète mais sans date limite. Une deuxième option compromis qui mentionne "l'accélération des efforts vers l'élimination" mais seulement des énergies fossiles "unabated" soit celles non capturées par des technologies de captage et de stockage du carbone, signifiant que les émissions pouvant être captées ne seraient pas concernées. Ceci est particulièrement décevant et critiqué par la société civile car la capture carbone est une fausse solution qui n'élimine en rien les émissions. Enfin l'option trois est une porte de sortie si un accord n'est pas trouvé. Il est donc important de noter qu'il n'y a pas de mention de "phase down" soit de réduction des énergies fossiles ce qui est un progrès. D'autres mesures sur un phase out du charbon, sur la fin des subventions pour les énergies fossiles, sur le triplement des renouvelables et le doublement de l'efficacité énergétique sont présentées mais elles contiennent toutes des alternatives. Une nouvelle version doit être présentée mais l'adoption d'un texte final efficace et ambitieux pourrait être difficile. L'Arabie Saoudite bloque déjà des choses dans d'autres espaces de négociation pour indiquer son mécontentement, ce qui freine l'intégration de la mention de sortie complète et juste des énergies fossiles dans le texte.

## ANNONCE DU CANADA: PLAFOND DES ÉMISSIONS DE GES

Le Canada a présenté le 7 décembre son plan de plafonnement des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'industrie pétrolière qui devrait permettre des réductions de 35 à 38 % d'ici 2030 sous les niveaux de 2019. La présentation officielle du règlement devrait avoir lieu en milieu de l'année prochaine.

La société civile canadienne a souligné des mesures significatives et une victoire mais a lourdement critiqué des mesures de souplesse bien trop présentes (investissements dans la capture du carbone, fonds de décarbonisation et crédits compensatoires du carbone). Celles-ci ont pour but d'accommoder les entreprises, les provinces et les lobbies qui ont bloc et pèsent dans les négociations. Un autre blocage provient de l'impossibilité pour le gouvernement fédéral de légiférer sur la production, qui est un champ de compétences provincial en vertu d'une décision de 2021 de la Cour suprême. Pour rappel, le Canada est le quatrième producteur de pétrole du monde et compte parmi les pays qui prévoient la plus grande augmentation de la production au cours des prochaines années, ce qui est incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris. Le texte n'est donc pas assez ambitieux par rapport aux mesures et engagements nécessaires. Patrick Bonin, responsable campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada, a déclaré: "Ce n'est pas le plafond d'émissions ambitieux dont nous avons besoin pour nous engager sur la voie de l'élimination progressive, complète, rapide et équitable des combustibles fossiles." Tous les acteur-ric-e-s de la société civile exhortent ainsi le gouvernement à retravailler le texte, qu'ils décrivent comme une première étape, pour rehausser l'ambition et fermer les échappatoires. Le gouvernement doit enfin agir très rapidement pour passer d'un cadre à un projet de règlement (CG1), puis mettre en place ces règlements bien avant la date annoncée de 2030. Il doit œuvrer pour rattraper le retard déjà accumulé tout en anticipant les potentiels délais futurs liés à l'opposition de l'Alberta, du Saskatchewan et des lobbies.



6 décembre: L'Alberta a remporté le Fossil du Jour, remis chaque jour de la COP à la partie "faisant le moins possible" pour lutter contre le changement climatique. Normalement remis à un pays, cette exception illustre la gravité des actions de la Première ministre Danielle Smith... Crédits: @CANIntl